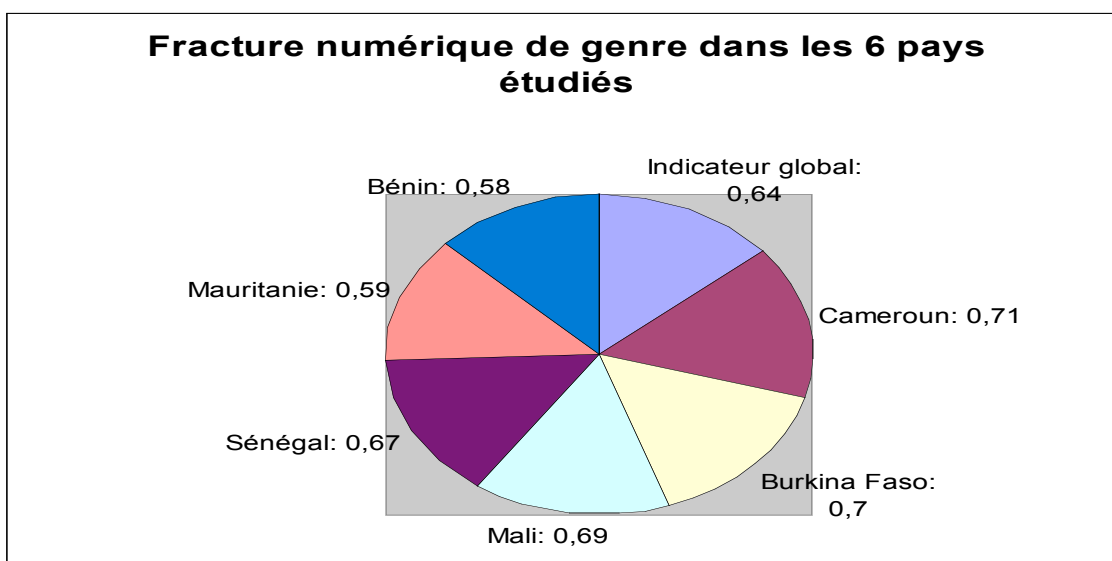


SYNTHESE DES CES RESULTATS :

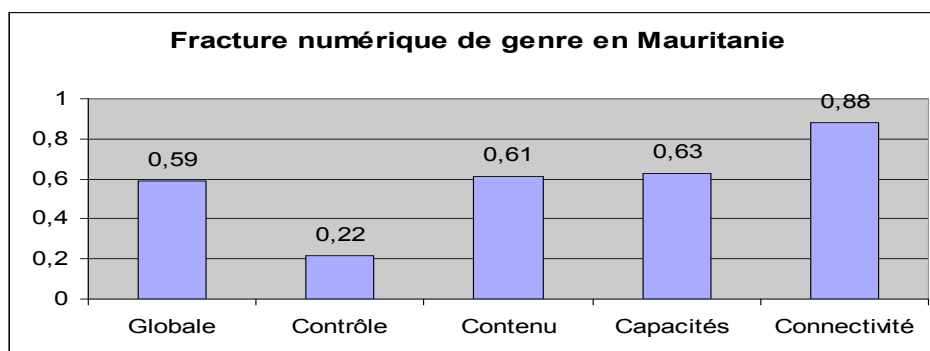
Au terme de cette étude, apparaît, effectivement, une inégalité de genre dans le domaine des TIC, en Mauritanie.

0,59 constitue une fracture de taille qu'il faut impérativement prendre en charge, dans la perspective de la future société de l'information juste et équitable.

Cet indice place la Mauritanie au 5^{ème} rang des 6 pays couvert par cette étude, comme le montre le tableau suivant :



Cette fracture numérique de genre « nationale » est alarmante à plusieurs niveaux, comme l'illustre le graphique suivant :



- Tout d'abord, la composante **Contrôle** qui témoigne des disparités de Genre en termes de participation à la décision politique, économique, et citoyenne, du degré de préparation pour la prise en compte du genre dans les politiques de TIC et de la sensibilité des politiques de TIC aux questions de genre, c'est-à-dire :
 - place quantitative et qualitative des femmes dans les organigrammes et dans les hiérarchies des hautes instances de décisions publiques, privées et civiles intervenant dans le secteur des TIC, aux niveaux de la direction, de la technique, du commercial et de l'exécution ;
 - les préoccupations de genre traduites dans les politiques, législations et réglementations des TIC ;
 - l'analyse de genre qu'on peut faire des principes fondateurs des politiques de TIC...);
 - etc...

En Mauritanie la fracture est assez profonde dans ce domaine (**0,22**), ce qui veut dire que les femmes sont très largement défavorisées en termes de participation à la décision dans le secteur des TIC. La moyenne en Afrique de l'ouest étant de **0,65**.

- En termes d'**accessibilité** aux TIC, elle existe mais simplement sous forme de fissure (0,88) et c'est le cas pour toute la région étudiée (les 6 pays impliqués par cette étude).
- Sur le plan des **Capacité** à les utiliser que la fracture numérique de Genre s'accroît aussi bien en Mauritanie (**0,63**) que dans la sous-région (**0,70**) et tiendrait, surtout de la faible alphabétisation/scolarisation des femmes.
- De même que sur le plan du **Contenu** où la fracture s'approfondit : les femmes sont très lésées en terme de participation et/ou création de contenu. **0,61** est l'indicateur général en Mauritanie et **0,62** dans la sous-région.

Résultats assez étonnants quand même, dans un contexte national et régional en développement, où ces pays sont considérés comme parmi "les mieux lotis" (en termes de TIC) , même si l'analphabétisme et la pauvreté imposent d'autres priorités que les TIC.

En tout cas, malgré cela, en Mauritanie, la priorité a été donnée à la promotion du Savoir et de tous les outils qui y mènent notamment le Livre et l'Internet. De plus, les visions très ambitieuses du Gouvernement ont permis de grandes réalisations en matière d'infrastructures et d'énergie qui ont généré un certain nombre de conséquences, dont on peut citer, en vrac :

- une couverture du GSM très étendue (grâce, entre autres, à la privatisation...);
- participation de plus en plus nombreuse des femmes dans les sphères de la décision (notamment politique, législative, communale, ...);
- un changement remarquable dans les mentalités et pratiques des populations (appropriation sans heurts des TIC ;...);
- situation singulière des femmes mauritaniennes par rapport à leurs biens, à leurs droits et à leurs mouvements (liberté de contracter, d'investir,, etc...);

Soulignons qu'en Mauritanie comme dans tous les autres pays impliqués dans cette étude, les contextes socio-politiques, géo-économiques et religio-culturels doivent être bien compris pour mieux situer cette inégalité de Genre dans tous les domaines (notamment **politiques macro-économiques**) et dans notre cas, le domaine des TIC.

Aussi et comme pour le fossé social, le fossé numérique de genre doit être envisagé avec plus de sérieux et non pas considéré comme une manière de plus de faire, systématiquement, des femmes des "**victimes**".

En tout cas, ce n'est pas le but de la présente étude qui se veut un travail militant pour l'égalité de genre et qui cherche cette « **défaillance** » dans le secteur des TIC pour donner une idée, le plus exactement possible, de son degré et de son ampleur pour une meilleure justice de genre dans la société de l'information.

C'est ainsi qu'elle fait apparaître les différents niveaux où on peut déceler cette inégalité qui va de la **formulation des politiques** à leur **mise en œuvre**, leur **suivi et leur évaluation**. C'est le cas aussi au niveau de la formation, de l'emploi et même des indicateurs (statistiques) !

Pour cela il faut que les pouvoirs tri-sectoriels (public, privé et civil) commencent par donner une priorité centrale à la dimension genre dans les politiques économiques et sociales majeures, impliquant **la participation de toutes les composantes sociales** sous toutes leurs dimensions.

Promouvoir l'égalité de genre dans le domaine des TIC, c'est placer la femme au centre du développement et lui donner les **outils nécessaires pour une plus grande participation**, un meilleur contrôle et un **accès équitable à la gestion de la cité**.

Gestion qui gagnerait en valorisant d'avantage les similarités et les différences entre les femmes et les hommes et les rôles assumés par chacun. N'est-ce pas ce qu'on appelle la « **bonne gouvernance** » ?

En tout cas, toutes les actions nationales, régionales et internationales basées sur l'alternationalisation sont sous-tendues par ces convictions

IV – CONCLUSION

Comme le montre bien le tableau au-dessus, toutes ces disparités d'utilisation des TIC en rapport avec le sexe, révèlent l'existence d'une importante fracture numérique de genre en Mauritanie.

Fracture due à une corrélation/intersection entre plusieurs facteurs qui font qu'en plus de l'incapacité d'acquérir, par exemple, à titre personnel, un ordinateur par la population, ou l'incapacité d'accéder à une connexion internet à domicile, se trouve une économie précaire et un arrière fond d'analphabétisme non encore éradiqué qui conditionnent tout effort dans le sens d'une réelle appropriation des TIC, dans notre pays.

Les raisons les plus évoquées pour la non utilisation de ces TIC (surtout l'Internet et le téléphone mobile) sont le « **coût** » et le « **manque de formation** », ce qui fait que leur utilisation est souvent jugée « **compliquée** » et ne concerne qu'une certaine élite.

Cependant et contrairement à beaucoup de pays de la sous-région, la Mauritanie détient une couverture, en matière d'infrastructures de TIC (réseau GSM, réseau électrique,...) assez satisfaisante qui fait que ces deux notions sont rarement cités comme prétexte à la non utilisation de l'une ou l'autre de ces TIC, ici étudiées.

En revanche et sous l'angle focal, « **Genre et TIC** », on discerne quand même un environnement politique et économique propice et favorable, bien que la prise en compte des questions de « Genre » en matière de TIC soit encore quasi inexistante et vice versa. Parmi ces facteurs favorables, on peut citer :

❖ **l'évolution remarquable de la scolarisation des filles :**

- aide matérielle aux parents des fillettes,
- lutte contre certaines pratiques jugées néfastes à la santé de la fille (excision, gavage, mariage et grossesse précoces,),
- lutte contre leur déperdition scolaire surtout au niveau du secondaire, du professionnel et du supérieur par la discrimination positive pour faciliter leur accès aux filières scientifiques et techniques à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (médecine, écoles d'ingénieurs,) ;

❖ **l'augmentation du taux des femmes dans les sphères de la décision :**

- parlement et sénat,
- gouvernement,
- administration....
- Secteur des TIC,
- Etc....

- ❖ **réformes et développement de réalisations en terme de TIC, telles :**
 - couverture presque totale du territoire par le GSM,
 - création de plusieurs structures telles que l'agence d'accès universel, le centre de formation et d'échanges à distance,...
 - l'émergence d'espaces comme le « cyberforum » de la société civile, « la maison de la presse », la « cybercommune », celui des femmes commerçantes et entrepreneures de Mauritanie,...
 - des contenus comme « Maurifemme », « Minterrif »,..
 - des ONG comme « secoursnet », « Ntic & citoyenneté », « Anais »,...

- ❖ **l'implication et la participation des femmes de la base :**
 - émergence et implication de plus en plus grande des organisations et mouvements de la société civile,
 - campagnes d'alphabétisation, d'appui et d'organisation au profit des mouvements sociaux,
 - etc...

Certes, il reste encore beaucoup à faire pour combler cette fissure numérique et les espaces communautaires d'accès et de formation aux TIC doivent être l'objet d'une plus grande priorité de la part des autorités, des partenaires au développement et de la société civile afin de permettre un accès équitable et durable capable d'engendrer une perspective de développement humain réellement réductrice de la pauvreté et des inégalités, en Mauritanie.

Parce qu'elle est sensée être basée sur le partage (du savoir, du pouvoir), la civilisation du savoir (la civilisation numérique) suscite beaucoup d'espoirs de la part des "oubliés du développement" (femmes, handicapés, jeunes, pays du Sud, société civile,).

Enfin et pour que les efforts et les synergies ne soient pas vains mais mieux rationalisés, il est nécessaire de continuer le travail entamé par cette étude dans un cadre de réseaux et de partenariats ouvert aux échanges, à l'action et au plaidoyer. Réseaux capables de faire de propositions à partir des différentes composantes et ressources existantes pour, entre autres, continuer la fonction de recherche (au sein du réseau « **Genre & TIC** », pourquoi pas) et créer des instruments de plaidoyer et des propositions concrètes destinés aux décideurs et aux différents partenaires au développement.

Bibliographie

Support papier :

- « Citoyennes Africaines de la Société de l'Information », Etudes et Recherches N°231, ENDA, Dakar, 2004
- Recensements sur les conditions de vie des ménages, Mauritanie 1999 et 2001.
- « Cadre stratégique de Lutte contre la Pauvreté », Mauritanie, 2000 : Ministère de l'Economie et des finances;
- « Cadre stratégique de promotion des technologies nouvelles, 2002 », Premier Ministère , Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles,;
- "Rapport mondial sur le développement humain 2004 » , Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2004 : "
- « Synthèse de l'étude sur l'implication des femmes dans les sphères de décision » : Pognon, Lydia et Mint Sidi Mohamed, Marième consultants pour le PNBG, Juin 2004.
- « Egalité de genre dans le marché du travail et dans le système éducatif en Mauritanie Mint Sidi Mohamed, Marième – mai, 2004
- « Diagnostic de la situation de la femme en Mauritanie », CMAP/SECF, 2003
- L'intelligent -Jeune Afrique n°2302 du 20-26 fev.2005 (dossier économique sur la Mauritanie).

Support numérique :

- ICT at a glance Mauritania (publications en ligne de la Banque Mondiale)
- Site web de l'ONS (statistiques de l'ONS), (www.ons.mr)
- Libéralisation des télécommunications en Mauritanie . - : Findings : région Afrique n°17, dec.2001
- Site web du Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles (www.setn.mr)
- Site web du Gouvernement mauritanien (www.mauritania.mr)
- Site web de l'autorité de régulation (www.are.mr)
- Portail mauritanien pour le développement (www.pmd.mr)
- Site web de l'université de Nouakchott (www.univ-nkc.mr)

Liste des institutions contactées dans le cadre de l'enquête

	INSTITUTIONS	SIGLES
	FORMATION /RECHERCHE	
	RECTORAT DE L'UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT	
	FACULTE DES SCIENCES ET TECHNIQUES	F.S.T
	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	E.N.A
	LYCEE COMMERCIAL	L.C
	ACADEMIE CISCO	
	SECTEUR PRIVE	
	BANQUE NATIONALE DE MAURITANIE	B.N.M. (N)
	BANQUE MAURITANIENNE POUR LE COMMERCE INTERNAT.	B.M.C.I.
	SOCIETE MAURITANIENNE D'ELECTRICITE	SOMELEC
	BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE	B.C.M.
	CHINGUITY BANK	
	PROVIDERS/OPERATEURS	
	C.D.D.	CDD
	TOPTECHNOLOGY	B.M.C.I.
	MATTEL	
	MAURITEL	
	DIGITECH	
	SECTEUR PUBLIC	
	MINISTERE DES FINANCES : DIRECT° DE L'INFORMATIQUE	
	MINISTERE DE LA JUSTICE	
	SECRETARIAT D'ETAT A LA CONDITION FEMININE	S.E.C.F.
	SECRETARIAT D'ETAT AUX TECHNOLOGIES NOUVELLES : DIRECT° DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE	S.E.T.N.
	PARLEMENT	
	SENAT	
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE : DIRECTION DE LA FONCTION PUBLIQUE	D.F.P
	AGENCE DE REGULATION	A.R.
	AGENCE D'ACCES UNIVERSEL	
	COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET A L'INSERTION	C.D.H.L.C.P.
	PORTAIL NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT	
	CENTRE DE FORMATION ET D' ECHANGES A DISTANCE	C.F.E.D
	CONSEIL EXECUTIF NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	
	DOMAINE INTERNET	(N)
	MAURIPOST	.
	RADIO MAURITANIE	R.M.
	TELEVISION DE MAURITANIE	T.V.M.

	CENTRES DE DOCUMENTAT°/INFORMATION	
	CENTRE D'INFORMATION MAURITANIEN SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TECHNIQUE	C.I.M.D.E.T.
	AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE : CENTRE D'ACCES A L'INFORMATION	C.A.I.
	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE CENTRALE	B.U.C. (N)
	CENTRE CULTUREL FRANÇAIS	C.C.F.
	ORGANISATIONS INTERNATIONALES	
	FNUAP	
	GTZ	(N)
	BANQUE MONDIALE	(N)
	PNUD	
	ONG NATIONALES OU INTERNATIONALES	
	RESEAU FEMMES SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT	R.F.S.D.
	GRDR	
	GRET	
	ECODEVELOPPEMENT	ECODEV
	SILATOU RAHIM	
	NTIC & CITOYENNETE	
	UTM	
	CONFEDERAT° GLE DES EMPLOYEURS DE MAURITANIE	C.G.E.M. (N)
	GROUPE PARTENARIAT POUR LE DEVELOP. DURABLE	G.P.D.D.
	ASSOCIATION MAURITANIEENNE DE SECOURS AUX MALADES SUCRIERS	A.M.S.M.S
	COLLECTIVITES LOCALES	
	MAIRIE D'ELMINA	
	MAIRIE D'ARAFAT	
	MAIRIE DE TEVRAGH-ZEINA	
	PRESSE INDEPENDANTE	
	LA TRIBUNE	
	LE CALAME	
	PARTIS POLITIQUES	
	PARTI REPUBLICAIN DEMOCRATIQUE ET SOCIAL	PRDS
	UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES	UFD (N)

Acronymes

SECF	Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine
SETN	Secrétariat d'Etat aux Technologies Nouvelles
FNG	Fracture Numérique de Genre
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
FST	Faculté des Sciences et Techniques
ENDA	Enda-Tiers Monde : ong internationale
REGENTIC	Réseau régional Genre et TIC
SMSI	Sommet Mondial de la Société de l'Information
PrepCom	Commission préparatoire (dans le processus en vu du SMSI, par exemple)
TM	Téléphone Mobile
RIM	République Islamique de Mauritanie
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile

PLAN DU DOCUMENT

REMERCIEMENTS	1
PRESENTATION DU PAYS	2
PRESENTATION DE L'ETUDE.....	3
-Contexte général	3
-Contexte thématique.....	4
-Objectifs et résultats escomptés	5
I – L'enquête individuelle.....	6
• Le Genre	6
• Les relations de «Genre».....	9
• Entendu parler de «Genre».....	10
○ Formation en «Genre».....	10
• L'ordinateur	11
○ Usage et cadre d'utilisation de l'ordinateur... ..	12
○ Lieu d'accès à l'ordinateur.....	12
○ Formation à l'informatique.....	13
○ Cadre de formation à l'informatique.....	15
• L'internet	15
○ Entendu parler d'internet.....	16
○ Usage et cadre d'utilisation de l'internet.....	17
○ Lieu d'accès à l'internet.....	18
○ Formation à l'internet.....	19
• Le téléphone mobile	20.
○ Utilisation du téléphone mobile.....	21
○ Cadre d'utilisation du téléphone mobile.....	22
• Utilité des TIC	23
○ Prise en compte des questions de «Genre» par les programmes actuels	24
○ pour ou contre politiques pour accès équitable aux tic des femmes par rapport aux hommes.....	25
II – L'enquête institutionnelle.....	27
○ Echantillon.....	27
○ «Genre» & TIC (politiques, formation, prise en compte.....)..	28
○ Formation en genre dans les institutions.....	29
○ Avoir une politique de genre	29
○ Les contenus nationaux traitant de genre.....	30
○ Les producteurs ou responsables de contenus sur le web traitant du genre.....	31
○ quelques produits en ligne sur le genre en Mauritanie.....	32
III – RESUME CHIFFRE DES RESULTATS DE L'ETUDE.....	33
○ Synthèse de ces résultats.....	34
IV – CONCLUSION	37
Bibliographie.....	39
Liste des institutions contactées au cours de l'étude.....	40
Acronymes.....	42
Table des matières.....	4